

## Dialogue politique de la ZLECAf avec les associations de femmes chefs d'entreprise

### Résultats clés et recommandations

#### Novembre 2019

#	Recommandations	Réformes des politiques / actions de l'UA	Actions des CER	Réformes des politiques nationales	Autres actions du gouvernement	Actions des associations de femmes d'affaires	Actions des autres
<b>Facilitation des échanges et Accès aux Marchés</b>							
1	Assurer une représentation plus forte des associations professionnelles de femmes dans les comités nationaux et les comités de facilitation des échanges de la ZLECAf ainsi que la participation dans les consultations dans le cadre du processus national de la ZLECAf			X		X	
2	Fournir une formation et un renforcement des capacités aux femmes des douanes sur la facilitation des échanges dans le cadre de la ZLECAf				X	X	X
3	Fournir une formation et un renforcement des capacités aux fonctionnaires des douanes sur la facilitation des échanges dans le cadre de la ZLECAf	X	X		X	X	
4	Appliquer un régime commercial continental simplifié dans le cadre de la ZLECAf	X					
5	Organiser des campagnes de sensibilisation et de communication sur la mobilisation des opportunités dans le cadre de la ZLECAf, qui ciblent les femmes commerçantes dans l'économie formelle et informelle		X		X	X	X
6	Aider les femmes à identifier et à tirer parti des marchés de niche dans le cadre de la ZLECAf	X				X	X
7	Mettre en œuvre des instruments pour réduire le temps et les coûts impliqués dans la mainlevée et le				X		

	dédouanement des marchandises aux frontières						
8	Mettre en œuvre des mesures pour sécuriser davantage le commerce transfrontalier pour les femmes		X		X		X
9	Encourager les administrations des douanes à évaluer leurs politiques par le biais de l'outil d'évaluation organisationnelle de l'égalité des sexes			X			

#	Recommandations	Réformes des politiques / actions de l'UA	Actions des CER	Réformes des politiques nationales	Autres actions du gouvernement	Actions des associations de femmes d'affaires	Actions des autres
<b>Les Normes</b>							
1	Faciliter la participation des femmes aux comités nationaux et régionaux de mise en œuvre et de suivi des normes		X	X		X	X
2	Mettre en place une infrastructure de qualité aux niveaux national, régional et continental pour faciliter la mise à niveau des produits		X	X			X
3	Adopter la cohérence des normes aux niveaux régional et continental afin de faciliter l'accès aux marchés	X	X	X			
4	Mettre en place des mécanismes d'appui technique et financier aux femmes entrepreneurs pour le respect des normes				X	X	X
5	Fournir les informations nécessaires grâce à des outils simples et accessibles pour faciliter la maîtrise des procédures et règles contenues dans les normes					X	X

#	Recommandations	Réformes des politiques / actions de l'UA	Actions des CER	Réformes des politiques nationales	Autres actions du gouvernement	Actions des associations de femmes d'affaires	Actions des autres
<b>Les Barrières non tarifaires</b>							
1	Former des alliances stratégiques et des partenariats avec des institutions clés, y compris des organismes nationaux de normalisation			X	X	X	
2	Fournir une formation pour améliorer la connaissance et la compréhension des implications des mesures non tarifaires et des obstacles non tarifaires afin de faciliter la conformité aux normes pour les agents des douanes et pour les femmes (par exemple, la formation des femmes sur l'outil de suivi des ONT de l'UA pour identifier les domaines problématiques pour le plaidoyer)					X	X
3	Promouvoir la transparence et la participation aux processus réglementaires (notamment liés aux procédures douanières et frontalières)			X		X	
4	Faciliter des dialogues fréquents, planifiés et standardisés pour forger des partenariats, partager les bonnes pratiques et accroître la participation des femmes	X	X	X		X	

#	Recommandations	Réformes des politiques /actions de l'UA	Actions des CER	Réformes des politiques nationales	Autres actions du gouvernement	Actions des associations de femmes d'affaires	Actions des autres
<b>Le Commerce des Services</b>							
1	Fournir une formation et un renforcement des capacités des femmes entrepreneurs sur le protocole sur le commerce des services dans le cadre de la ZLECAf		X	X		X	X
2	Faciliter la participation et l'implication totale des femmes entrepreneurs aux comités nationaux /	X	X	X			

	régionaux / continentaux et aux groupes de travail sur le commerce des services						
3	Création d'un réseau national d'information sur le commerce des services (e.g. une plateforme virtuelle)				X	X	X
4	Organisation d'ateliers promotionnels pour les femmes entrepreneurs sur le réseau d'information en matière de commerce des services				X	X	X
5	Prendre des spécificités substantiels dans les secteurs de services où les femmes entrepreneures sont très actives			X			X
6	Encourager l'accompagnement de l'ouverture du "Mode 4" par la facilitation de la libre circulation des personnes au niveau intracontinental (droit d'entrée)	X	X	X			
7	Développer des accords de reconnaissance mutuelle dans les secteurs de services professionnels techniques au niveau continental, en s'appuyant sur l'expérience des Communautés économiques régionales	X	X	X			
8	Développer les normes africaines et procéder à la niveau dans les secteurs de services d'intérêt pour les femmes entrepreneurs	X	X	X		X	X
9	Prendre des engagements substantiels dans la fourniture de services de prêts bancaires, de services de paiement (cartes bancaires, lettres de crédit, monnaie virtuelle (le cas échéant), etc.)	X		X			X
10	Encourager le dialogue au niveau national sur les politiques des marchés publics pour les femmes entrepreneurs dans les marchés de services			X			

#	Recommandations	Réformes des politiques de l'UA	Actions des CER	Réformes des politiques nationales	Autres actions du gouvernement	Actions des associations de femmes d'affaires	Actions des autres
<b>Technologies de l'information et de la communication (TIC) et commerce numérique</b>							
1	Inclure les technologies de l'information et de la communication et le commerce en ligne dans la mise en œuvre du protocole de l'ALECAf sur le commerce des services	X					
2	Évaluer les besoins de renforcement des capacités des femmes en ce qui concerne les services de technologies de l'information et de la communication et le renforcement du commerce en ligne pour développer une assistance technique adaptée					X	X
3	Organiser des ateliers nationaux et diffuser des informations par le biais d'autres médias sur les avantages des services de technologies de l'information et de la communication et du commerce en ligne					X	
4	Créer un portail d'informations commerciales sur les services de technologies de l'information et de la communication et le commerce en ligne, sur le site Web SheTrades						X
5	Coopération et mise en correspondance de pôles d'innovation et de salons sur les technologies de l'information et de la communication et les plates-formes numériques pour améliorer l'apprentissage entre pairs					X	X

6	Établir une composante autonome dédiée aux femmes dans les services de technologies de l'information et de la communication et le commerce en ligne (par exemple dans le cadre de la coalition proposée des femmes dans les services dans la ZLECAf ou SheTrades)	X				X	X
---	---	---	--	--	--	---	---

#	Recommandations	Réformes des politiques de l'UA	Actions des CER	Réformes des politiques nationales	Autres actions du gouvernement	Actions des associations de femmes d'affaires	Actions des autres
<b>Renforcement des associations d'entreprises féminines</b>							
1	Faire participer une représentante de l'association des femmes chefs d'entreprise dans toutes les réunions consultatives nationales, régionales, et continentales	X	X	X		X	
2	Encourager les associations professionnelles de femmes à soumettre des données probantes aux négociateurs commerciaux nationaux et aux décideurs politiques soutenant les positions des associations professionnelles de femmes sur les domaines identifiés de l'accord					X	X
3	Encourager les associations nationales et régionales de femmes entrepreneurs à plaider pour la formulation et l'ajout de mécanismes de responsabilité et de mesures pour					X	

	l'égalité des sexes et leur inclusion dans l'accord de la ZLECAf						
4	Fournir aux associations professionnelles de femmes des informations et des outils pour participer efficacement au suivi et à l'évaluation des indicateurs du commerce inclusif					X	X
5	Renforcer et soutenir financièrement les mécanismes nationaux, régionaux et continentaux grâce auxquels les associations professionnelles de femmes peuvent partager des informations et les meilleures pratiques entre elles, tenir des dialogues publics / privés et accroître la visibilité de leurs thématiques de plaidoyer	X	X			X	X
6	Créer des partenariats avec les fournisseurs de services multirégionaux en place pour faciliter la mise en œuvre cohérente et sans heurt des initiatives nationales, régionales et continentales de défense des associations de femmes chefs d'entreprise					X	
7	Équiper les associations professionnelles de femmes pour qu'elles utilisent leur						X

	grand nombre pour mener efficacement des recherches fondées sur des données probantes et conduire des programmes de plaidoyer						
8	Veiller à ce que des fonds suffisants soient disponibles pour que les associations de femmes chefs d'entreprise nationales, régionales et continentales puissent entreprendre efficacement des activités de formulation / influence et de plaidoyer sur les politiques commerciales		X			X	X
9	Équiper les associations professionnelles nationales, régionales et continentales de femmes pour concevoir et mettre en œuvre des campagnes de plaidoyer commerciales nationales, régionales et continentales efficaces et pour influencer la formulation de la politique commerciale						X
10	Fournir des ressources pour motiver les associations professionnelles de femmes à tous les niveaux à tirer parti des plateformes et des réseaux existants pour créer un véhicule de						X



	plaidoyer continental unifié et collaboratif pour la ZLECAf						
--	--	--	--	--	--	--	--